
M.E.S., Numéro 130, Vol.1, septembre – octobre 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 29 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2023

LES RAVAGES DE LA PANDEMIE A CORONA VIRUS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN AFRIQUE : *Des Réformes à l'épreuve des Enjeux*

par

Une équipe de chercheurs¹

Résumé

Cette étude examine les ravages causés en Afrique et en RD Congo par la pandémie à Coronavirus et propose des réformes à l'épreuve des enjeux. Elle recommande la mise sur pied d'une politique sanitaire au modèle standard ainsi qu'une économie diversifiée dans les domaines porteurs de croissance économique en reconsidérant les nouvelles priorités en termes de dépenses publiques, de production et d'investissements ; telles sont les réformes qui découlent des enseignements à tirer de la crise de « COVID-19 » tant au niveau national, régional qu'international.

Mots-clés : Covid-19, politique sanitaire, croissance économique, réformes multisectorielles

Abstract

*This study examines the devastation wrought in Africa and DR Congo by the Coronavirus pandemic and proposes challenge-proof reforms. It recommends the establishment of a standard model health policy as well as a diversified economy in the areas of economic growth by reconsidering the new priorities in terms of public expenditure, production and investment; these are the reforms that stem from the lessons to be learned from the "COVID-19" crisis at the national, regional and international levels.***Keywords:** Covid-19, health policy, economic growth, multisectoral reforms

INTRODUCTION

Depuis le début de l'année 2020, la pandémie de la Covid-19 s'est propagée rapidement dans le monde, mettant à mal l'ensemble les systèmes sanitaires nationaux et provoquant un nombre croissant de contaminations et de décès. Au total, dans le monde, l'OMS dénombrait en août 2021 près de 210 millions de cas confirmés depuis le début de la pandémie et 4,4 millions de personnes décédées. Le continent africain a été jusqu'à récemment relativement moins touché que les autres continents avec 5,5 millions de cas confirmés et cent trente mille morts à cette date [2]. A ce jour du 17 Juin 2023, les statistiques de contamination à corona virus se chiffrent à 690.424.056 cas de contamination ; 6.892.124 cas de décès et 662.927.131 cas de guéris ; A titre indicatif : USA : 107.204.114 cas de contamination soit 15,5% ;

¹ Clarisse FALANGA MAWI (Département de Biologie, Faculté des Sciences et Technologies, Université de Kinshasa) ; Modeste NDABA MODEAWI (Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, Université de Gbado-Lite) ; Colette MASENGO ASHANDE (Département de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Gbado-Lite) ; (Ruphin DJOLU DJOZA, Département de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Gbado-Lite) ; (Bruno LEMOBISA ZAKWA, Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, Institut Pédagogique de de Karawa) ; (Ormiel MAGANGA NAMWENGE, Narcisse BASOSILA BOLAMBA, Jean-Paul NGBOLUA KOTO-TE-NYIWA (^{Tous}) Département de Biologie, Faculté des Sciences et Technologies, Université de Kinshasa)

² <https://covid19.who.int/>.

Inde : 44.993.282 cas soit 6,5% ; France : 40.122.057 cas soit 5,8% ; Brésil : 37.639.324 cas soit 5,4% ; Russie : 22.949.243 cas soit 3,3% ; Afrique du Sud : 4.076.463 cas soit 0,5% ; Rwanda : 133.194 cas soit 0,019% ; RD Congo : 96.890 cas soit 0,014% [3]. Cette crise sanitaire mondiale majeure a eu dans nombreux pays, des conséquences économiques très négatives. Au niveau mondial, l'économie s'est contractée de 3,5 % en 2020, ce qui correspond à une perte de sept points par rapport aux estimations de 3,4 % de croissance du PIB mondial réalisées fin 2019 pour 2020, soit avant que n'éclate la pandémie de Covid-19. Cette contraction de l'activité économique a été particulièrement marquée pour les pays à revenus faibles, notamment en Afrique subsaharienne, qui a connu en 2020 une baisse de plus de 6 % de son PIB total. Ces pays à revenus faibles sont aussi les pays qui, selon les estimations, mettront le plus de temps à retrouver un rythme de croissance d'avant crise. Le FMI estime que le PIB mondial en 2024 sera de 3 % inférieur à ce qu'il aurait dû être sans la crise de la Covid-19 et cette révision à la baisse est encore plus marquée pour les pays à revenus faibles, dont le PIB total devrait être 6 % plus faible en 2024 [4].

I. LES RESSOURCES NATURELLES DE L'AFRIQUE

L'Afrique est sans aucun doute le continent le mieux doté en ressources naturelles. Le continent couvre environ 6 % de la surface de la Terre et 5 % des terres émergées, îles comprises. Il abrite environ 1,2 milliard de personnes, soit 17 % de la population mondiale, et sa répartition est inégale dans 55 États. Dans l'ensemble, la densité de population est inférieure à la moyenne mondiale, avec 35 habitants par kilomètre carré et 47 % au niveau mondial. Par exemple, cette moyenne est quatre fois inférieure à celle de l'Union européenne. Cependant, le taux de croissance moyen de la population est très élevé et, selon les prévisions démographiques, la population de l'Afrique devrait doubler d'ici 2050. L'Afrique est un continent qui compte 24 % des terres arables mondiales, alors qu'elle ne génère que 9 % de la production agricole

L'Afrique regorge à elle seule plus de 60 types de minerais différents, totalisant ainsi un tiers des réserves minérales mondiales, tous minerais confondus. [5].

II. SITUATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

La situation économique du continent est bonne si bien que les performances économiques générales ne cessent de s'améliorer, le taux de croissance du produit intérieur brut étant estimé à 3,5 % en 2018, soit un taux comparable à celui de 2017 et en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport aux 2,1 % enregistrés en 2016. La croissance économique du continent devrait s'accélérer dans les années à venir pour atteindre 4 % en 2019, et 4,1 % en 2020.

³ <https://www.wordometers.info>

⁴ Simon Barussaud et Frédéric Lapayre, L'Economie informelle en Afrique face à la crise de la Covid-19, édit. Academia, 2022 ; www.editions-academia.be

⁵ Ramdoo I (2019). L'Afrique des ressources naturelles. International Institute for Sustainable of Development (IISD). <https://www.iisd.org>

2.1. Performances macroéconomiques en Afrique et perspectives

La crise sanitaire mondiale causée par corona virus étant générale, il y a lieu de projeter une contraction du crédit sur les marchés des capitaux étrangers bien que le Fonds Monétaire International a approuvé le 22 Avril 2020 un appui budgétaire (Rapid Credit Facility) de l'ordre de 363, 27 millions de dollars pour le compte de la RDC. Tout porte à croire que la relance économique en RD Congo, doit se pencher sur les secteurs les plus productifs à court terme, notamment, le secteur agricole. Il appartient aux pays africains de se réorganiser au sein de l'Union Africaine afin de dicter les règles de coopération internationale pour ne pas perpétuer cette spirale de dépendance sur les forces extérieures ; pour ce faire, il faudrait repenser les alliances intra-Africaines à travers les organisations sous régionales afin de pouvoir peser sur le débat géostratégique [6].

2.2. La Biodiversité végétale congolaise et la pandémie de Covid-19

Les plantes médicinales constituent un patrimoine précieux pour l'humanité et plus particulièrement pour la majorité des communautés démunies des pays en voie de développement qui en dépendent pour assurer leurs soins de santé primaire et leur subsistance. Donc, la médecine générique est née de la phytothérapie. Aussi, l'étude de la pharmacopée végétale paraît très intéressante en vue de constituer une banque de gène capable d'être utilisée comme sources des molécules pouvant traiter plusieurs maladies.

Les plantes médicinales constituent des ressources précieuses pour la grande majorité des populations rurales en Afrique, où plus de 80% de cette population s'en servent pour assurer les soins de santé [7]. De plus, les produits forestiers non ligneux ont éveillé un intérêt considérable en Afrique au cours de ces dernières années pour leur contribution à l'économie des ménages et la conservation de la biodiversité végétale [8]. La République Démocratique du Congo est comptée parmi les 16 pays du monde qualifiés de méga biodiversité (taux élevé d'endémisme). Cette situation est liée aussi bien par l'immensité de son territoire (234,5 millions d'hectares) que par la variété des conditions physiques et climatiques influant sur la richesse biologique. Les forêts représentent un biome qui recèle des habitats importants en termes de la diversité biologique.

Les estimations récentes accordent aux forêts une superficie de 155,5 millions d'hectares, couvrant près de 67 % de l'étendue nationale. Ces forêts subissent diverses pressions qui se traduisent par une perte nette de 0.20 % de superficie annuellement. La RD Congo représente environ 10% des forêts mondiales et plus de 47% de celles de l'Afrique et 6 % de la superficie forestière tropicale du monde.

⁶ NDABA, M.M., et alii, COVID-19 Pandemic in Democratic Republic of the Congo: An Opportunity for Economic Recovery. Britain International of Exact Sciences (BioEx) Journal, 3(2), 2021

⁷ Jiofack, T., Ayissi, I., Fokunang, C., Guedje, N., Kemeuze, V. 2009. Ethnobotany and phytomedicine of the upper Nyong Valley forest in Cameroon — African Journal of Pharmacy and pharmacology 3 (4): 144-150.

⁸ Betti, J.L. 2002b. Medicinal plants sold in Yaounde markets, Cameroon — African Study Monographs 23 (3): 47-64

III. LA RELANCE ECONOMIQUE EN RDC DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE A CORONA VIRUS

La RDC après l'enregistrement de son premier cas, a pris des mesures inquiétantes qui se remarquent d'emblée par l'augmentation de taux de la devise étrangère (le dollar) par rapport à la monnaie locale. D'une économie extravertie, la pandémie de la Covid-19 vient la rendre en situation de stagnation ; Ce qui risquerait d'emmener le pays dans une récession économique si ce fléau persistait. Cette pandémie vient ainsi donner à la RDC une leçon, ou mieux, une opportunité en vue de la relance de son économie à partir de secteurs porteurs de croissance économique dans une approche de diversification. Avant d'y parvenir, l'on se poserait la question de savoir quelle était la situation économique de la République Démocratique du Congo avant la survenance de la pandémie à corona virus ? Tel est l'essentiel du point qui suit.

3.1. Situation économique de la RDC d'Avant Covid-19

L'économie de la RDC est peu développée en raison de l'état embryonnaire de son industrie et de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur primaire, particulièrement de l'extraction des ressources minières. Elle contribue non seulement à la création directe de richesses et d'emplois mais elle sert également de support à d'autres segments de l'économie de par sa consommation de services divers. Aussi, elle contribue significativement à l'entrée des devises et par conséquent, son dynamisme assure l'équilibre du marché de change [9].

3.2. Situation économique de la RDC en 2021 et Perspectives 2022

La RDC dont l'économie reste très dépendante du secteur minier, soumis aux aléas des cours internationaux est un Etat qui reste en situation de fragilité ; les perspectives de croissance pour l'année 2022 sont toutefois plus favorables. Au courant de 2019, la baisse des cours des matières premières avait fortement fragilisé son cadre économique au point de nécessiter l'intervention d'urgence du FMI. La remontée rapide des cours internationaux au courant de 2020 a permis à l'économie de contenir une partie des effets de la crise sanitaire et d'afficher une légère croissance (+1,7%). C'est depuis près de 10 ans la RDC n'a connu de programme avec le FMI qui a accepté d'approuver en Juillet 2021 un programme de 3 ans avec la RDC pour un montant de 1,5 Milliards de dollars américains.

3.3. Efforts de Redressement

Depuis que le monde connaît en décembre 2019 une crise sanitaire sans précédent, selon la quasi-totalité de l'opinion, cette crise déclenchée en Chine, et propagée dans le monde entier expose toutes les projections de croissance économique mondiale au risque de récession.

Face à cette crise qui est à l'origine d'un choc à double sens, et eu égard à la Loi du marché, la politique économique joue un rôle autre que celui qu'elle devrait

⁹ Matata PM (2020). Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République Démocratique du Congo. <http://congochallenge.cd>

jouer. Pour endiguer les crises ordinaires, les dirigeants essaient d'encourager de manière accélérée et rapide l'activité économique en stimulant la demande globale. Cependant, ce mécanisme qui passe par la demande devient moins accessible, du moins pour les secteurs les plus touchés.

Certains gouvernements pensent aux politiques et budgets de relance économique pendant que d'autres États n'y pensent pas encore. Les pays importateurs des biens alimentaires et d'équipements et exportateurs de matières premières à l'image de la RD Congo sont susceptibles de subir un très grand choc et présente une faible capacité de relance. En vue de faire face aux effets de la pandémie, un programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des effets de la Covid-19 a été lancé officiellement le 18 Juin 2020. Le Coordonnateur résident des activités opérationnelles du système des Nations Unies en RDC, Monsieur David Mclacklan-Kar a indiqué lors du lancement de ce programme que le Système des Nations Unies a produit un plan-cadre de coopération pour le développement durable (UNSDCF) 2020-2024 ; par ailleurs, un plan de Nations Unies pour l'Appui à la Réponse socio-économique Immédiate à la Covid-19 en RDC a été élaboré, basé sur un montant de 203 millions USD disponibles et 204 millions USD à mobiliser ; Il convient de signaler que ce Programme d'urgence s'articule autour des trois axes : (1) Riposte, surveillance et renforcement du système de santé ; (2) Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie nationale à travers l'appui aux activités économiques indispensables et susceptibles d'atténuer le choc dû à la Covid-19 et d'encadrer les secteurs productifs; la promotion d'un paquet minimum d'infrastructures structurantes et industrialisantes ainsi que la mise en œuvre des mesures précises des politiques monétaire, budgétaire et de change et Atténuation de risques et soutien aux populations [10].

3.4. Relance de l'Economie Congolaise en période post- Covid-19: Piste des solutions

La République Démocratique du Congo dispose de 80 millions d'hectares de terres arables, dont à peine 10 % sont mises en valeur; 2^{ème} pays de la planète en termes de terres arables cultivables disponibles après le Brésil.

Compte tenu de ces changements qui affectent et affecteront tous les continents et la plupart des pays d'Afrique, aggravés par la pandémie de corona virus, la RDC pourrait devenir l'un des grands pays agricoles du continent et de la planète. Il est incontestable que le développement de l'agriculture sera le moteur de sa relance économique et le principal moyen de lutter durablement contre la faim en cette période de crise sanitaire mondiale.

Pour y parvenir, le Gouvernement de la RDC doit :

- mettre en place une politique de production axée sur la mobilisation interne des ressources ; Cette mobilisation passerait pour :
- mettre en place un Plan National d'Investissement Agricole en sigle PNIA ;

¹⁰ NDABA, M.M., et alii, Op.cit

- Institutionnaliser une Banque de Crédit Agricole (qui a pourtant existé) qui accordera des crédits bancaires aux agriculteurs identifiés en fonction de la taille de leurs exploitations;
- créer une Cellule Technique de Suivi et Evaluation de l'Exécution du Plan en sigle CTSE-PNIA.

Sources de Financement

Les sources de financement seront aussi bien internes qu'externes ; Et pour ce faire, il sera procédé aux stratégies et mesures suivantes:

- la collecte de différents financements extérieurs ;
- la réduction sensible des dépenses non productives (exemple : les salaires des animateurs des institutions politiques congolaises, des mandataires publics, etc.). Le gain de cette réduction pourrait constituer des fonds d'investissement productif ;
- une réduction sensible ou suspension des frais de fonctionnement des institutions publiques non productives et qui ponctionnent gratuitement le budget de l'Etat;
- la récupération de toutes les sommes perdues dans le passé suite à la légèreté dans la gestion des institutions publiques. Pour ce cas, un appui logistique et financier à l'organe judiciaire aiderait l'Etat congolais à récupérer une bonne partie de sa fortune logée dans les comptes des particuliers.

Le gain obtenu sur l'ensemble des fonds ainsi récoltés serviront à investir dans le secteur agricole en valorisant l'Agriculture de subsistance pour l'approvisionnement du marché national, l'amélioration continue de la sécurité alimentaire, la réduction des importations et l'augmentation des exportations (Mais, arachides, manioc, riz, banane, etc) ainsi que l'Agriculture de rente (Huile de palme, Caoutchouc, Café vert, Huile de palmiste, Cacao, Thé, etc) pour la commercialisation ; Ce qui permettra à la RDC de refaire la balance commerciale en ce qui concerne les produits agricoles dont les chiffres ne sont pas intéressants.

IV. INTEGRATION ECONOMIQUE ET REGIONALE DE L'AFRIQUE : UNE LEÇON APPRISE DE LA COVID-19

Comme partout ailleurs, l'Afrique n'échappera pas aux retombées néfastes sur les économies de ses pays. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, les pays africains devraient se préparer à voir leur 4% prévus initialement.

Avec la mesure de fermeture partielle ou totale des frontières de plusieurs pays africains, beaucoup de secteurs économiques prioritaires sur le continent se sont vus impactés entraînant comme conséquence la perte de vitesse du secteur agricole en raison du manque de biens intermédiaires, il en est de même pour le secteur des infrastructures qui n'en est pas du reste [11]. La guerre de stratégie est un enjeu majeur des relations entre l'Afrique et les puissances internationales.

¹¹ Oumnia B (2020). Face au Coronavirus, l'Afrique se prépare au pire <https://www.africaportal.org>

L'Afrique ne se fera une place dans le monde uniquement si elle parvient à s'organiser. Il appartient donc aux pays africains de se réorganiser au sein de l'Union Africaine afin de dicter les règles de coopération internationale pour ne pas perpétuer cette spirale de dépendance sur les forces extérieures. Il est donc essentiel de repenser les alliances intra-Africaines à travers les organisations sous régionales afin de pouvoir peser sur le débat géostratégique. Pour ce faire : Que les organisations sous régionales redéfinissent leurs objectifs en mettant un accent particulier sur les aspects économique et commercial ; Que l'Union Africaine s'approprie la problématique qu'impose cette crise sanitaire afin de redéfinir les Objectifs spécifiques de l'Union en les adaptant au contexte économique mondial de l'après COVID-19.

Pour y parvenir, qu'il soit procédé à la suppression de certains organes de l'Union qui du reste seraient budgétivore afin des redynamiser ceux restant pour l'atteinte des objectifs qui est l'intégration économique et régionale du continent Africain.

V. PERIODE POST COVID-19: DES REFORMES A L'EPREUVE DES ENJEUX EN RDC ET EN AFRIQUE

Naturellement, la pandémie du COVID-19 a eu des effets directs sur les fondamentaux de l'économie mondiale. L'impact économique s'est fait sentir dans les pays les plus touchés par la pandémie.

La pandémie du COVID-19 a eu d'importantes perturbations dans le fonctionnement de l'économie mondiale, à la fois, sur l'offre des biens et services et sur la demande globale. Aussi, son impact négatif est visible dans tous les secteurs de la vie humaine et elle a remis en cause la résilience de tous les systèmes de santé mondiaux [12].

Dans la sphère réelle, la perturbation des activités économiques à l'échelle mondiale a entraîné une baisse drastique du profil de la croissance durant le premier trimestre 2020 et les récentes projections des pays ainsi que des organisations internationales, notamment du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement laissent présager une dépression à fin 2020 avec des taux de croissance négatifs pour toutes les régions du monde.

Toutes les principales économies du monde notamment les Etats-Unis, la chine, l'Allemagne et la France ont revu, à la baisse, les prévisions de leur taux de croissance en fin 2020. C'est le cas également pour plusieurs autres pays du monde. En effet, avant la survenance de la pandémie du covid-19, la France, la chine, les Etats-Unis et l'Allemagne projetaient pour 2020, respectivement des taux de croissance économique d'environ 0,9% ; 4,9% ; 1,9% et 0,3%. Suite à la pandémie, tous ces pays ont reconsidéré à la baisse, et ce de manière significative, les prévisions de leur taux de croissance économique en 2020. Le même constat peut être fait pour l'exercice 2021.

CONCLUSION

L'économie africaine a été durement touchée par la crise de covid-19 parce qu'elle se caractérise par une dépendance vis-à-vis du commerce mondial, des exportations de produits de base et des financements extérieurs.

¹² Mukala et alii, COVID-19 : Un nouveau problème de santé publique, mise au point d'une stratégie de contrôle applicable au contexte de la RD Congo, CCSC-ASBL, éd. CIDE, 2021

Ces bouleversements mettent en relief les fragilités du modèle économique actuel en Afrique et l'incapacité des gouvernements des pays africains à faire face à un choc sanitaire de cette ampleur. De ce fait, la crise peut être une opportunité pour le continent d'intégrer les enseignements tirés de cette pandémie dans son nouveau modèle de développement afin de relancer l'économie régionale sur de nouvelles bases par la mise sur pied d'une politique sanitaire au modèle standard ainsi qu'une économie diversifiée dans les domaines porteurs de croissance économique.

La mise en œuvre de ce nouveau modèle de développement nécessiterait, sans doute, la reconsidération de nouvelles priorités en termes de dépenses publiques, de production et d'investissements.

L'Afrique dispose de tous les atouts et de tous les moyens de ses ambitions.

Ainsi, tout laisse indiquer que cette épreuve ne manquera pas de préfigurer de profondes mutations tant sur le plan économique que sur le plan politique et social et pourrait se traduire par une redéfinition des priorités ; telles sont les réformes qui découlent des enseignements à tirer de la crise de « COVID-19 » tant au niveau national, régional qu'international.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARUSSAUD, S., LAPAYRE, F. (2022). L'économie informelle en Afrique face à la crise de la Covid-19, édit. Academia; www.editions-academia.be
- BETTI, J.L. (2002). Medicinal plants sold in Yaounde markets, Cameroon – African Study Monographs 23 (3): 47-64.
- <https://covid19.who.int/>.
- <https://www.wordometers.info>
- JIOFACK, T., AYISSI, I., FOKUNANG, C., GUEDJE, N., KEMEUEZE, V. (2009). Ethnobotany and phytomedicine of the upper Nyong Valley forest in Cameroon – African Journal of Pharmacy and pharmacology 3 (4): 144-150.
- MATATA, P.M. (2020). Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République Démocratique du Congo. <http://congochallenge.cd>;
- Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, MECNT (2014). Cinquième rapport national sur la mise en oeuvre de la Conservation sur la Diversité Biologique, République démocratique du Congo ;
- MUKALA et alii, COVID-19 : Un nouveau problème de santé publique, mise au point d'une stratégie de contrôle applicable au contexte de la RD Congo, CCSC-ASBL, éd. CIDE, 2021.
- NDABA, M.M. et alii, COVID-19 Pandemic in Democratic Republic of the Congo: An Opportunity for Economic Recovery. Britain International of Exact Sciences (BloEx) Journal, 3(2), 2021;
- OUMNIA, B. (2020). Face au Coronavirus, l'Afrique se prépare au pire. <https://www.africaportal.org>
- RAMDOO, I. (2019). L'Afrique des ressources naturelles. International Institute for Sustainable of Development (IISD). <https://www.iisd.org>;